

Initiatives ministérielles

de nombreuses petites augmentations de taxes ici et là, dont l'effet finit par être important.

Deux choses qui me préoccupent particulièrement sont le secteur agricole et l'économie du Nord. Il ne faut pas penser seulement à ce projet de loi sur la taxe d'accise, mais aussi à la création possible d'une taxe sur les produits et services, et les autres affaires que ce gouvernement a récemment imposées aux Canadiens.

À ce stade, je voudrais plus particulièrement attirer l'attention des députés sur les gens qui vivent dans le nord du pays, plus précisément dans les régions désignées comme éloignées aux fins des déductions. Ces régions comprennent de grandes parties de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique.

Récemment, un groupe de travail a remis un rapport au ministre des Finances. Il recommande très fortement que les limites de ces régions soient repoussées vers le nord, privant ainsi de déductions un grand nombre d'habitants de la Saskatchewan, de l'Alberta, du Manitoba et de la Colombie-Britannique ainsi que d'habitants des provinces atlantiques et du nord de l'Ontario et du Québec. En Saskatchewan seulement, 150 municipalités perdraient les avantages consentis en vertu du programme des déductions pour les habitants de régions éloignées.

J'ai demandé au ministre des Finances de rejeter les recommandations de ce rapport pour un certain nombre de raisons. L'une est que ce programme reconnaît que les habitants de ces régions supportent un fardeau injuste du fait de leur éloignement des centres de fabrication et de distribution de notre pays.

• (1840)

Je pense en particulier aux habitants de localités de ma propre circonscription qui sont situées à une certaine distance de ces centres. Ils paient déjà beaucoup plus cher que les autres pour les biens et les services qu'ils se procurent. Le projet de loi à l'étude fait augmenter les frais de ces personnes plus, toutes proportions gardées que s'ils habitaient Toronto, Vancouver ou Montréal. Je pense d'ailleurs qu'il sera déjà assez difficile pour les habitants de Montréal, Vancouver et Edmonton d'assumer les coûts supplémentaires qu'occasionnera le projet de loi sur la taxe d'accise. Ajoutez à ce fardeau celui que devront endurer les habitants du Nord lorsque la nouvel-

le taxe de 9 p. 100 entrera en vigueur et pensez qu'ils perdront les prestations qui comble l'écart qui les sépare des habitants des grands centres urbains. Vous comprendrez alors que ce qui est exigé de ces Canadiens est sans commune mesure. Ces gens travaillent, subviennent aux besoins d'une famille et essaient de gagner honorablement leur vie dans des collectivités très éloignées des grands centres urbains.

Beaucoup vivent dans ces localités parce qu'ils y sont chez eux, que c'est là qu'ils veulent vivre et qu'ils y trouvent la qualité de vie qu'ils veulent pour leurs enfants. Ils sont proches d'autres membres de leur famille et, lorsqu'ils auront perdu leurs avantages fiscaux et subi les nouvelles taxes, il leur sera de plus en plus difficile de vivre dans le même monde et la même société que les députés qui viennent des grands centres urbains, notamment le ministre des Finances, qui est du centre de Toronto. Les Torontois ne peuvent pas comprendre ce que c'est que de se lever un matin de janvier et d'avoir à faire 50 milles en voiture, par -40°C pour se rendre au travail. Je trouve la situation parfaitement intolérable.

Je trouvais déjà que le programme d'avantages fiscaux pour les habitants du Nord n'était pas aussi juste qu'il aurait dû l'être. J'ai eu bien des occasions de discuter de ce programme avec le président du groupe de travail chargé de l'étudier avant qu'il ne rédige son rapport. Nous avons discuté d'un grand nombre de choses, notamment du fait que le programme actuel est injuste envers plusieurs des habitants des localités concernées. Nous cherchions à trouver des façons de rendre ce programme plus équitable pour eux.

Je peux penser à de nombreuses solutions possibles qui ont été soumises au président du groupe de travail et qui rendraient le programme plus équitable. Or, au lieu de cela, qu'a fait le groupe de travail? Sur les conseils et les directives du ministre des Finances, il a décidé qu'il devait réduire les coûts pour le gouvernement et faire payer la note aux gens qui vivent dans le nord du pays. A la suite des recommandations de ce groupe de travail, nous estimons qu'on viendra prendre entre 100 et 150 millions de dollars dans l'économie du Nord et des localités isolées. Ainsi, le gouvernement viendra prendre dans les poches des habitants du Nord, d'un seul coup et chaque année, 150 millions de dollars. Je crois qu'il s'agit